

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



INTERVENTION

de Son Excellence

Monsieur AZALI Assoumani,

Président de l'Union des Comores,

Lors de la 77^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée Générale

des Nations Unies.

New York, le 22 septembre 2022

- **Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,**
- **Excellence Monsieur le Secrétaire Général,**
- **Majestés, Altesses, Excellences,**
- **Distingués Représentants des Pays et des Institutions, en vos rangs et qualités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Assalam Anlaykum Wa Rahmatoullah Taanla Wa Barakatouh!

Je voudrais, avant tout propos, adresser mes chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur **Abdullah Shahid**, pour l'efficacité avec laquelle, il a dirigé les travaux de la 76^{ème} Session de notre Assemblée et à Son Excellence Monsieur **Csaba Korosi**, qui lui succède, pour sa brillante élection.

J'adresse, aussi, mes remerciements à Son Excellence Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'ONU, pour son investissement soutenu ainsi que celui de l'ensemble de ses équipes, au service de la paix et du développement.

Majestés, Altesses, Excellences,

Cette 77^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU se tient à un moment particulièrement délicat de la vie de la communauté internationale.

D'une année à l'autre, la face du monde change profondément. Il y a 3 ans, en effet, nos pays sont entrés dans la plus lourde crise sanitaire de leur histoire, marquée par la pandémie de COVID-19.

Cette pandémie, comme vous le savez, a mis à genoux tous les pays du monde et démontré que, petits ou grands, nous sommes tous égaux devant le risque épidémiologique qui est aujourd'hui, l'un des pires scénaris auxquels doit faire face notre village planétaire.

A cet égard, l'Union des Comores tient, une fois encore, à adresser ses remerciements et sa reconnaissance à toutes celles et à tous ceux qui ont travaillé d'arrache-pied pour fournir, en quelques mois, des solutions efficaces permettant de redonner espoir au monde et de sortir progressivement de cette crise, qui a sérieusement ébranlé les économies mondiales.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, une autre crise, causée par l'invasion de l'Ukraine, est venue montrer à nouveau, et de façon dramatique, la fragilité du système multilatéral qui nous réunit pourtant aujourd'hui.

Nous voyons renchérir, au fil des jours, le prix du blé et des autres produits alimentaires, à des niveaux jamais atteints, ce qui met en péril la sécurité alimentaire, en multipliant les risques de pénurie et de famine.

C'est pourquoi, mon pays, condamne avec la plus grande fermeté, cette invasion, un acte d'un autre temps et, exhorte la communauté internationale, de convaincre la Russie et l'Ukraine, de reprendre, dans les meilleurs délais, le chemin du dialogue et du respect mutuel, seuls éléments capables d'ouvrir la voie à la cessation des hostilités.

Je voudrais, au reste, saluer les Accords d'Istanbul de juillet dernier, menés sous les auspices du Président turc, **Monsieur Recep Tayyip Erdogan** et du Secrétaire Général des Nations unies, **Monsieur Antonio Guterres**, visant à permettre l'exportation de millions de tonnes de céréales bloquées dans les ports ukrainiens.

Ces Accords, qui méritent d'être consolidés, sont la preuve que le dialogue peut et doit toujours prévaloir pour éviter au monde de plonger dans le chaos et la misère.

Monsieur le Président, Honorable assistance,

Outre les préoccupations liées aux conflits, aux crises sanitaire et alimentaire actuelles, la Communauté des Nations doit poursuivre sa quête de solutions idoines aux problèmes politiques et territoriaux liés à la souveraineté des États et à la dignité des nations.

C'est dans ce sens que je réitère ici, au nom de ma délégation, l'impérieuse nécessité de trouver une solution rapide, juste et équitable à l'injustice flagrante que subit la Palestine.

Nous devons trouver, en effet, une solution qui consacre le droit du peuple palestinien à disposer d'un État souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale, vivant en harmonie et en parfaite sécurité avec l'État d'Israël, car comme dit l'adage comorien, « *on choisit ses amis, mais on ne choisit pas ses voisins* ».

S'agissant de la question du Sahara marocain, je tiens à réitérer ici, l'appui sans faille, de l'Union des Comores au principe de la marocanité du Sahara.

L'initiative marocaine d'autonomie de cette région, dans le cadre de la souveraineté du Royaume chérifien, constitue à nos yeux, la meilleure base pour parvenir à une solution réaliste, pragmatique et durable à ce conflit régional qui n'a que trop duré.

Ainsi, mon Gouvernement encourage fortement le dialogue entre nos deux pays frères que sont le Maroc et l'Algérie et salue toutes les initiatives susceptibles de contribuer à assurer la paix dans cette région, en particulier la relance du processus politique, sur la base des Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans le même chapitre relatif à la souveraineté des États, l'Union des Comores renouvelle sa position sur la nécessité pour la République Populaire de Chine de recouvrer son intégrité sur la province chinoise de Taiwan.

Dans ce contexte, et compte tenu des menaces qui pèsent aujourd'hui sur la paix mondiale, que chacun perçoit et appréhende, mon Gouvernement invite toutes les parties prenantes aux différents conflits, à faire preuve de retenue et d'esprit de responsabilité.

S'agissant de la situation hautement préoccupante du Sahel, nous savons, par expérience, combien il est dangereux de laisser naître des foyers de tension qui deviennent ensuite des terrains fertiles à l'expansion du terrorisme international.

Mon Gouvernement est d'autant plus attentif à cette question, que nous avons vu monter en puissance, en Afrique australe, le phénomène barbare des Shebabs, qui constitue une menace, au sol et en mer, pour l'ensemble du continent.

Je réaffirme, comme je l'ai fait l'année dernière devant cette auguste Assemblée, que ces groupes qui menacent la paix dans le monde ne sont pas des musulmans.

Ce sont tout simplement des terroristes qui n'ont rien à voir avec l'Islam, une religion de paix, de tolérance et de vivre-ensemble.

Toutefois, nous sommes conscients, que derrière ces phénomènes terroristes contemporains que nous devons combattre énergiquement, se cachent aussi beaucoup de frustrations au sein d'une jeunesse sans repères et en mal d'avenir.

A cet égard, j'en appelle aux grandes puissances de ce monde, en rappelant que si leur appui est capital pour contribuer au développement économique et social des États les plus menacés, celui-ci devrait être conçu de façon à répondre aussi aux aspirations des peuples bénéficiaires.

Je suis convaincu que pour consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde, rien ne vaut la prévention, car c'est le seul moyen de parvenir à régler, en amont, par le dialogue et la diplomatie, des questions complexes qui menacent la paix civile.

Je ne peux parler de conflits sans évoquer le différend territorial qui oppose mon pays à la France sur l'île comorienne de Mayotte.

Mon Gouvernement, comme tous ceux qui l'ont précédé, tient à rappeler, de manière solennelle, devant cette Auguste Assemblée, et conformément au droit international, le caractère comorien de cette île, soustraite à la souveraineté comorienne, lors du processus de décolonisation de notre pays.

La gestion de ce dossier douloureux, qui dure depuis plus d'une quarantaine d'années, voit, fort heureusement, s'ouvrir des perspectives nouvelles avec l'esprit de dialogue qui s'est créé entre les parties comorienne et française.

Monsieur le Président, Honorable assistance,

Les principes et les valeurs de l'ONU sont aujourd'hui rassemblés autour des Objectifs de Développement Durable dont chaque pays a fait sa priorité.

Il convient de rappeler que les changements climatiques constituent un des maillons importants de ces Objectifs de Développement Durable.

Or, des régions entières sont appelées tout simplement à disparaître, alors que d'autres sont soumises, au quotidien, à l'intensification des phénomènes climatiques, tels que les inondations, les sécheresses intenses, les incendies, l'érosion du littoral ou l'acidification des océans.

Si ces catastrophes n'épargnent aucun pays, ni aucune région, il convient de souligner que le cas des États Insulaires en Développement, comme les Comores, est encore plus préoccupant, et mérite une plus grande attention de la part des dirigeants que nous sommes.

Je saisis d'ailleurs cette occasion pour renouveler nos condoléances, ainsi que notre soutien et notre sympathie aux autorités pakistanaïses, et à travers elles, aux familles endeuillées et aux sinistrés, suite aux fortes inondations qui ont affecté ce pays frère.

Nos États, dans leur ensemble, sont également confrontés à d'autres phénomènes dangereux, tels que la piraterie, la pollution, la pêche illicite, le pillage des ressources en mer, le trafic humain et le trafic de drogue, qui nécessitent notre plus haute attention.

Mon Gouvernement s'associe à toutes les initiatives régionales et mondiales pour mener un combat, sans merci, contre ces actes barbares qui sont une menace majeure pour la sécurité des biens et des personnes.

C'est pour cette raison que j'ai toujours accordé une grande importance à la dimension sécuritaire dans notre action géostratégique, notamment dans la zone du Canal du Mozambique et de la région du Sud-ouest de l'Océan Indien.

Excellences, Honorable assistance,

Mon pays, l'Union des Comores, vient de fêter ses 47 années d'indépendance. Bien que les deux premières décennies qui ont suivi cette liberté retrouvée, aient été émaillées de troubles, d'agitations et d'instabilité politiques, cela fait plus de 20 ans maintenant que le pays a renoué avec la paix et la stabilité.

Il s'avère alors nécessaire de tout mettre en œuvre pour consolider et pérenniser cette stabilité politique retrouvée car elle constitue un réel gage de développement socio-économique.

Notre salut réside, en effet, en une société apaisée, soudée et de plus en plus inclusive de toutes les structures qui la composent.

C'est ainsi que dans la perspective d'une meilleure cohésion nationale et à mi-mandat, nous avons tenu, en février dernier, un dialogue politique national visant à rassembler davantage les Comoriennes et les Comoriens, autour d'objectifs essentiels, à savoir la paix, la sécurité et l'unité nationale, en vue d'un développement socioéconomique durable.

Vous comprendrez pourquoi je tiens à remercier tous les partenaires qui ont bien voulu apporter leur soutien à ce dialogue.

Je reste convaincu que toutes les forces vives de la nation, qui ont pris part à ce rendez-vous important, œuvreront dans le sens de la consolidation des acquis de ces 20 dernières années, en matière de droits humains et d'alternance démocratique et ainsi avancer dans le développement du pays.

S'agissant des Droits de l'Homme, permettez-moi de souligner que mon pays collabore étroitement avec les instances régionales et internationales qui en ont la charge, et a passé avec succès le mécanisme quadriennal de l'Examen Périodique Universel du Conseil des Droits de l'Homme, en 2019.

Les réformes constitutionnelles et législatives menées corroborent en effet, la volonté du pays de faire des Droits de l'Homme, une priorité nationale.

Monsieur le Président, Honorable assistance,

Sur le plan social, comme partout ailleurs, la COVID-19 a occupé les esprits et obligé les pays à accorder la priorité à sa gestion.

L'Union des Comores en a connu deux vagues, dont la seconde s'est avérée plus virulente, avec un nombre plus important de victimes.

Néanmoins, la situation a été maîtrisée dans le pays, grâce aux mesures anticipées et aux dispositions prises par les autorités dans ce sens, soutenues en cela par tous nos partenaires bi et multilatéraux, les communautés et la société civile que nous tenons ici à remercier, à nouveau.

Il faut dire que même si l'Union des Comores, Dieu merci, est aujourd'hui classée dans la catégorie « vert », la vigilance est à observer, surtout étant un pays insulaire, afin d'éviter une nouvelle propagation de la maladie.

Par conséquent, le Gouvernement comorien déploie des efforts considérables pour accompagner la population, au quotidien, notamment en ces temps de crise alimentaire mondiale, résultant de la COVID-19 et aggravée par la crise russo-ukrainienne.

Monsieur le Président,

Je salue l'action de tous les partenaires au Développement des Comores, et leur renouvelle mes remerciements.

Avec le Système des Nations unies, le nouveau plan cadre pour le développement durable qui vient d'être signé, pour les cinq ans à venir, intègre parfaitement les priorités retenues par le Plan Comores Émergentes, cadre de référence par excellence du développement de notre pays.

Tous ces efforts conjugués du Gouvernement et des partenaires bi et multilatéraux des Comores, doivent converger vers un objectif majeur, celui de l'émergence du pays d'ici à 2030.

A ce titre, nous comptons organiser au pays, au début du mois de décembre prochain, un séminaire de suivi de la Conférence des Partenaires au Développement qui s'est tenue en France en 2019, afin de mobiliser les promesses faites pour accompagner ce défi de l'émergence d'ici 2030.

Je voudrais, ainsi, du haut de cette tribune, lancer un appel amical et fraternel à tous nos partenaires, pour que nous trouvions ensemble les voies et moyens d'évoluer vers la concrétisation de nos engagements pris à Paris, visant à financer les divers projets retenus dans ce programme.

Monsieur le Président, Honorable assistance,

Au niveau régional, j'accorde une importance toute particulière à la coopération de proximité qui existe entre les Comores et les pays avec lesquels nous partageons un destin commun dans la zone de l'Océan indien.

Avec eux, nous entendons mettre en œuvre des actions communes, pour renforcer, de manière significative, nos liens de bon voisinage et de coopération pour le bien-être de nos peuples respectifs.

L'Union des Comores, participe, d'autre part, aux efforts régionaux visant à assurer la sécurité dans la zone Est africaine et apporte, dans ce contexte, son soutien à la République sœur du Mozambique, dans sa lutte contre le terrorisme, un fléau qui, malheureusement, n'épargne aucun pays.

La solidarité régionale et internationale doit ainsi prévaloir, pour mener un combat sans merci contre ce fléau et assurer notre sécurité à tous.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Notre présence chaque année ici, aux Nations Unies, est la preuve irréfutable, de l'intérêt que nous accordons au multilatéralisme et de notre conviction sur le rôle majeur de cette organisation, pour davantage humaniser le monde.

Elle traduit, cette année, une détermination commune, encore plus forte et inébranlable, à agir pour le bien de nos peuples respectifs.

Pour conclure, je voudrais insister sur la nécessité pour la Communauté Internationale de continuer à être unie et solidaire, car c'est ensemble et dans un cadre organisé, que nous trouverons les solutions appropriées aux grands défis de notre temps, pour plus de paix et de progrès, et pour le meilleur de nous tous et des générations à venir.

Je vous remercie.